



17 mai : Journée Internationale de lutte contre les LGBTIphobies

Solidaires étudiant-e-s, Syndicats de Luttes

Porte-parolat : 06.86.80.24.45

<http://www.solidaires-etudiant-e-s.org/>

contact@solidaires-etudiant-e-s.org

17 mai 2021

La situation de grande précarité que vit la majorité des étudiant-e-s n'a plus besoin d'être démontrée tant celles et ceux-ci se retrouvent dans des situations extrêmement difficiles, résultant d'années de politiques néolibérales, dont les conséquences sont amplifiées par la crise sanitaire et sociale que nous traversons. Les étudiant.e.s LGBTI se trouvent particulièrement touché-e-s par cette crise, bien que les problèmes ne soient pas nouveaux.

Nos lieux d'étude doivent être des espaces de liberté et d'émancipation. Pour beaucoup d'étudiant-e-s LGBTI, l'entrée dans l'enseignement supérieur est un premier contact avec des espaces de socialisation et de solidarité leur permettant de vivre pleinement leur identité de genre et leur vie affective et sexuelle. Avec la fermeture partielle ou totale des lieux d'études, ces espaces ont été fortement restreints et les étudiant-e-s LGBTI ont à affronter des situations d'isolement et à des violences LGBTIphobes intra-familiales ayant des conséquences directes sur leur santé physique et psychologique ainsi que sur leur scolarité.

Au-delà des conséquences liées à la pandémie du Covid-19, les étudiant-e-s LGBTI doivent faire face à des contraintes matérielles importantes au cours de leurs études. Les procédures de changement de prénom pour les personnes trans dans les lieux d'étude relèvent encore trop souvent du « parcours du combattant ». Les outils de prévention contre le VIH et les IST accompagnés de campagnes d'information sur la réduction des risques restent rares et trop peu accessibles. Les discours et actes LGBTIphobes de la part d'enseignant-e-s ou d'étudiant-e-s sont encore nombreux et lorsqu'ils sont signalés, les victimes ne sont pas accompagnées à la hauteur de leurs besoins. La précarité du logement est aujourd'hui un problème majeur pour les étudiant-e-s LGBTI qui, en plus de faire face à des prix exorbitants dans le privé et un trop faible nombre de places en logements CROUS comme les autres étudiant-e-s, se retrouvent parfois jeté-e-s de chez elles ou eux par leurs parents ou subissent des discriminations de la part de propriétaires en raison de leur identité de genre et/ou de leur vie affective et sexuelle. De plus, trouver une colocation s'avère plus complexe, les risques de subir des propos ou actes LGBTIphobes dans son lieu de vie étant présents lors de la cohabitation avec des inconnu-e-s. Les situations de rupture familiale, encore trop fréquentes pour les étudiant-e-s LGBTI, remettent en question les politiques sociales françaises basées sur la « solidarité familiale ». Ces politiques patriarcales ne prennent pas en compte la répartition des ressources au sein d'une même famille, souvent inégalitaire. Comme cela a été mis en avant récemment dans la mobilisation en faveur de l'Allocation aux Adultes Handicapés, les individus doivent pouvoir vivre en fonction de leur besoin et non de leur situation familiale, amoureuse, sexuelle ou conjugale.

Dans la lignée de cette mobilisation, Solidaires Étudiant-e-s revendique la mise en place d'un salaire étudiant, permettant à l'ensemble des étudiant-e-s de bénéficier de ressources nécessaires pour étudier, sans avoir à travailler à côté de leurs études ou à dépendre de leur famille.

À cela s'ajoute un contexte politique et social hostile aux personnes LGBTI, composé notamment des discours LGBTIphobes propagés par la Manif Pour Tous et ses alliés, de la discussion d'une loi insatisfaisante concernant entre autre l'ouverture de la PMA et du refus du gouvernement de mettre à l'ordre du jour du parlement le projet de loi visant à interdire les thérapies de conversion, toujours pratiquées en France. Le gouvernement préfère employer son énergie, main dans la main avec l'extrême droite, à attaquer les minorités qui s'organisent collectivement et les libertés académiques - et particulièrement les études sur le genre, le racisme et le colonialisme -, poursuivant ainsi son projet discriminant et libéralisant pour l'Enseignement Supérieur, au contraire des universités d'émancipation que nous défendons.

Cette année a enfin été marquée par la vague #MeTooGay. Nous continuerons de lutter aux côtés des victimes contre les violences sexuelles et le patriarcat dans nos lieux d'étude et en dehors.

Nous continuerons au sein de notre syndicat l'organisation en non-mixité, qu'il s'agisse de celle des étudiant-e-s LGBTI, racisé-e-s ou des femmes. Face aux discriminations envers les personnes LGBTI et toutes celles et ceux qui aujourd'hui luttent pour l'amélioration de leurs conditions matérielles d'existence, syndiquons-nous !